

Bulgarie : le Département d'État américain critique la gestion gouvernementale et sociétale de la question rom

Description

Par Stéphan Altasserre (sources : *Mediapool, Dnevnik*)

Le Rapport annuel 2017 sur les *Pratiques en matière des droits de l'homme par pays* du Département d'État américain est paru le 20 avril 2018. La Bulgarie y fait l'objet de nombreuses critiques, notamment en ce qui concerne sa gestion de la question rom. Pour Washington, l'élément le plus alarmant est l'«absence» de représentation politique des membres de la communauté rom au sein du Parlement, fait d'autant plus inquiétant pour l'autorité américaine que l'«ethnie turque» y serait représentée à hauteur de 8%.

Les observateurs de la société civile bulgare contestent cet argument: en effet, le DPS (Parti des droits et des libertés) siège certes sur les bancs de l'assemblée mais, s'il y représente les intérêts de la minorité turque, il obtient également une grande partie des suffrages de la communauté rom, notamment des turcophones, dont il défend également les droits.

En revanche, le document fait également référence à une affaire sensible, dont la Commission de protection contre la discrimination a été saisie et dans laquelle des pratiques discriminatoires auraient été observées: il s'agit de l'exclusion du quartier rom de Kyustendil (Bulgarie occidentale) de la liste des bureaux de vote lors de l'élection municipale de 2015 à la suite d'une décision de la municipalité qui aurait favorisé le maintien du maire sortant Petar Paunov.

Dans le même registre, le rapport évoque aussi la montée du nationalisme en Bulgarie, la «ségrégation ethnique dans les écoles», ainsi que les manifestations et agressions anti-roms. Face à ce réquisitoire, la presse bulgare regrette que le document ne contextualise pas suffisamment les actes dont les Roms ont été victimes. Il est notamment fait état d'actes de violence commis par des membres de la communauté rom à l'égard de certains de leurs concitoyens et qui contribueraient à entretenir les tensions locales.

Enfin, le Département d'État rappelle les nombreux soupçons de corruption qui pèsent sur les sphères actuelles du pouvoir (pots-de-vin, conflits d'intérêt, trafics d'influence,...), suspecte un usage excessif et trop régulier de la force de la part des policiers à l'égard de la population, tout en se montrant critique quant à l'insalubrité des lieux de détention: les établissements pénitentiaires de Sofia, Burgas et Varna sont notamment cités.

date créée

02/05/2018

Champs de Méta